



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

**PREFECTURE**

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
DDDCL/BE/ED/ 93 B 03 00026 A

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2013-2070 du 11 juillet 2013  
relatif à la cessation d'activités de la SAS THIOMET TRAITEMENTS THERMIQUES  
au 64-68, rue Edouard Vaillant à Bagnolet

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, plus précisément le titre 1<sup>er</sup> «Installations classées pour la protection de l'environnement» et notamment l'article L.171-8 ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article R 512-39-1 relatif à la mise à l'arrêt définitif et la remise en état des sites ayant accueilli une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 février 1990 réglementant les activités de la Société Parisienne de Traitement des Métaux François Costerg pour les installations classées situées au 64 à 68 rue Edouard Vaillant à Bagnolet ;

Vu le récépissé de déclaration de succession du 23 janvier 1995 délivré à la SAS THIOMET TRAITEMENTS THERMIQUES ;

Vu la lettre du 12 février 2013 par laquelle Maître Bertrand JEANNE informe la préfecture de sa désignation, par jugement du Tribunal de Commerce de Bobigny du 24 janvier 2013, en qualité de mandataire liquidateur dans la résolution du plan de continuation et la liquidation judiciaire de la SAS THIOMET TRAITEMENTS THERMIQUES, dont les installations classées sont situées 64-68 rue Edouard Vaillant à Bagnolet, ainsi que sa déclaration de cessation d'activités de ladite société effectuée auprès de l'inspection des installations classées ;

Vu ma lettre du 27 février 2013 informant Maître Bertrand JEANNE de ses obligations réglementaires au titre de la législation des installations classées à réaliser sous un délai d'un mois, suite à sa déclaration de cessation d'activités de la SAS THIOMET TRAITEMENTS THERMIQUES ;



Vu l'absence de réponse de Maître Bertrand JEANNE, entraînant une visite d'inspection réalisée le 12 juin 2013 par l'Unité Territoriale de la Seine-Saint-Denis, Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Île-de-France (UT 93 DRIEE IDF) ;

Vu le rapport de l'UT 93 DRIEE IDF du 19 juin 2013 proposant de mettre en demeure Maître Bertrand JEANNE de respecter ses obligations réglementaires ;

Considérant qu'aucune notification conforme à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement n'a été transmise en préfecture ;

Considérant que le site n'a pas été mis en sécurité au titre de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'obligation de cette notification a été rappelée le 27 février 2013 par courrier préfectoral ;

Considérant que les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'ont pas été prises ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

## ARRÊTE

**Article 1er :** Maître Bertrand JEANNE, en qualité de mandataire judiciaire de la société THOMET TRAITEMENTS TIERRIQUES, dont les installations sont situées 64 à 68 rue Edouard Vaillant à Bagnolet, est mis en demeure de respecter l'article R.512-39-1 du code de l'environnement :

– **sous un délai de quinze jours**, en notifiant la cessation d'activités de la société, laquelle doit indiquer les mesures prises ou prévues pour mettre en sécurité le site,

– **sous un délai d'un mois**, en plaçant le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. Pour cela, il doit mettre en sécurité le site en évacuant tous les produits et déchets dangereux encore présents sur le site et transmettre les justificatifs d'élimination, en coupant l'électricité sur le site et en interdisant ou limitant l'accès au site par des barrières physiques et indications interdisant formellement l'accès.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera notifié à Maître Bertrand JEANNE, au 2 ter, rue de Lorraine à Bobigny, par lettre recommandée avec avis de réception.

**Article 3 :** En cas d'inobservation, par l'exploitant, des dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues au chapitre IV du code précité, relatif au contrôle et contentieux des installations classées.

**Article 4 :** Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de Bagnolet pour information.

**Article 5 :** *Voies et délais de recours* (article R.514-3-1 du code précité) :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Hugues BESANCENOT